

Déclaration de Marrakech **6 juillet 2022**

Réunis le 6 juillet 2022 à Marrakech, Royaume du Maroc, sous le haut patronage de **SA MAJESTÉ, LE ROI MOHAMMED VI**, pour la réunion 2022 du Caucus Africain, ouverte par M. **Aziz AKHANNOUCH, Chef du Gouvernement du Royaume du Maroc**, et présidée par Mme Nadia FETTAH ALAOUI, Gouverneure du Groupe de la Banque Mondiale et Ministre de l'Économie et des Finances du Maroc, en collaboration avec M. Abdellatif JOUHRI, Gouverneur de la Banque centrale du Maroc (Bank Al Maghrib) ; nous, Gouverneurs africains du Fonds Monétaire International (FMI) et du Groupe de la Banque Mondiale, avons eu des discussions sur le thème central « Vers une Afrique résiliente ». Les résultats de nos discussions feront l'objet d'un Mémorandum que nous adresserons à la haute hiérarchie des institutions de Bretton Woods lors des Assemblées annuelles du FMI et du Groupe de la Banque Mondiale en octobre 2022.

Reconnaissant que les leçons tirées de la pandémie de COVID-19 et du conflit en cours en Ukraine soulignent l'impératif de renforcer la résilience aux chocs en Afrique ; conscients du paysage actuel relatif au financement du développement ; notant les difficultés inhérentes aux vulnérabilités croissantes liées à la dette et à d'autres défis de développement que connaît le Continent, notamment l'insécurité énergétique et alimentaire, le chômage des jeunes, la fracture numérique, et le changement climatique ; et reconnaissant que les besoins de financement de l'Afrique dépassent largement les ressources disponibles ; nous remercions et félicitons le FMI et le Groupe de la Banque Mondiale pour leurs interventions rapides et les volumes sans précédent de financements qu'ils ont mis à disposition jusqu'ici ; reconnaissons le rôle crucial que jouent ces deux institutions pour renforcer la résilience de l'Afrique aux chocs futurs ; et sollicitons, par conséquent, leur soutien supplémentaire sous forme de dons et de ressources concessionnelles dans les trois domaines importants ci-après :

1. Repositionnement de la dette publique comme catalyseur de la reprise économique et de la croissance durable

- Nous demandons aux institutions de Bretton Woods de faciliter un allègement rapide, complet et substantiel de la dette pour aider nos pays à se relever de la double crise liée au COVID-19 et au conflit en Ukraine ; et à atténuer les risques pesant sur les perspectives de la croissance.
- Nous prions instamment ces institutions de mettre rapidement en œuvre les réformes de nature à favoriser, entre autres, l'élargissement de l'admissibilité à nos pays à revenu intermédiaire très endettés ; la suspension du service de la dette pendant la durée des négociations ; et l'amélioration des processus de prise de décision qui garantissent la participation des créanciers hors Club de Paris à des conditions comparables, la transparence des termes et contrats de prêts, ainsi que la constitution, en temps utile, du comité des créanciers.
- Nous invitons les institutions de Bretton Woods à faciliter en outre la mise en œuvre rapide des réformes destinées à renforcer la confiance dans le Cadre commun du G20, notamment en aidant la communauté internationale à mettre en place une « version renforcée de

l'Initiative de Suspension du Service de la Dette (en anglais *Debt Suspension Service Initiative* (DSSI) » qui fournirait une feuille de route pour un nouvel allègement ou une restructuration de la dette en faveur des pays africains confrontés aux vulnérabilités croissantes liées à la dette.

- Nous demandons instamment aux institutions de Bretton Woods, en leur qualité de membres du Groupe de travail inter-institutions des Nations Unies sur le financement du développement, de réformer l'architecture financière internationale en vue de la rendre inclusive, efficace et équitable. À cette fin, nous invitons particulièrement les deux institutions à baisser les plafonds d'emprunt non concessionnel et à appliquer avec souplesse leurs politiques de la dette aux pays confrontés à des difficultés financières ; à accroître l'appui au renforcement des capacités de gestion de la dette et des investissements publics, au développement des marchés financiers nationaux, à la lutte contre les flux financiers illicites, la fraude et l'évasion fiscales, tout en renforçant la structure financière et institutionnelle des entités génératrices de recettes publiques ; à envisager la conversion de la dette en programmes d'investissement aux effets catalytiques pour permettre aux pays d'accéder à des mécanismes de financement supplémentaires sans accroître leur niveau d'endettement ; et à aider l'Afrique à mettre rapidement en œuvre les réformes structurelles induites par la crise pour surmonter les difficultés croissantes qui risquent de freiner la croissance potentielle du Continent. .

2. Intégration régionale pour la création d'emplois grâce à l'accès universel à l'énergie, à la numérisation, à l'entrepreneuriat des jeunes, et au financement des PME

- Nous demandons au Groupe de la Banque Mondiale d'accroître son pipeline de projets bancables susceptibles d'accroître la capacité de production énergétique sur réseau et la construction des réseaux résilients de transport et de distribution de l'électricité. Nous recommandons de mettre en œuvre une approche régionale du financement des projets hydroélectriques et gaziers à travers le Continent, afin d'assurer la sécurité énergétique et l'accès universel à l'électricité.
- Nous exhortons le Groupe de la Banque Mondiale à accroître son financement des investissements publics dans le secteur énergétique africain. Nous demandons en particulier à la Société financière internationale (IFC) et à l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) de mobiliser davantage des capitaux privés et de financements commerciaux, et de déployer les instruments financiers ainsi que les mécanismes de résorption des risques les plus susceptibles d'attirer les investisseurs privés dans des projets énergétiques transformateurs. Nous exhortons le Groupe de la Banque Mondiale à envisager des investissements dans des technologies innovantes qui améliorent la performance des compagnies d'électricité africaines et facilitent le captage de carbone.
- Nous croyons en la révolution numérique et prions instamment le Groupe de la Banque Mondiale d'accélérer le développement d'infrastructures, de plateformes et d'écosystèmes numériques en vue de technologies et solutions numériques pouvant radicalement combler la fracture numérique, élargir l'accès au financement, améliorer la prestation des services, et créer des nouvelles opportunités économiques pour nos pays, tout en les dotant de

moyens de détecter et d'atténuer les risques cybernétiques et les menaces sur la confidentialité des données, ainsi que les moyens de relever les défis liés aux paiements transfrontaliers et à l'utilisation des monnaies numériques de Banque centrale

- Nous prions les institutions de Bretton Woods d'investir dans l'Internet à haut débit afin d'assurer l'accès de tous à des services d'Internet rapides, de qualité et d'un coût abordable tant à l'intérieur des pays que d'un pays à l'autre. Nous exhortons les deux institutions à accroître leurs appuis à l'économie numérique en Afrique et à son développement sécurisé pour une croissance résiliente du Continent.
- Nous demandons aux institutions de Bretton Woods de capitaliser sur la Zone de libre-échange continentale africaine et sur d'autres blocs commerciaux régionaux pour aider les pays africains à harmoniser leurs politiques, législations et réglementations afin de favoriser l'émergence d'un marché numérique unique et sécurisé sur le Continent.
- De plus, pour faire progresser l'intégration régionale, nous attendons des nouvelles mesures innovantes destinées à résoudre les difficultés inhérentes à l'entrepreneuriat des jeunes et le financement des petites et moyennes entreprises (PMEs) en Afrique. Nous invitons les institutions de Bretton Woods à soutenir le dynamisme de ces PME et les écosystèmes des start-ups en Afrique afin d'éclorre une économie numérique en rapide mutation. Nous appelons particulièrement le Groupe de la Banque Mondiale à accompagner le développement de la culture numérique ainsi que l'acquisition de compétences numériques en adéquation avec la demande du marché de travail, et à aider les jeunes entrepreneurs à développer leurs activités et à les promouvoir tant à l'intérieur qu'au-delà des frontières nationales.
- Nous invitons le Groupe de la Banque Mondiale à soutenir le développement des fonds d'investissement et de capital-risque africains, des associations d'investisseurs privés et des institutions de microfinance pour créer une réserve d'entreprises dans lesquelles investir afin d'accélérer la croissance des PME, faciliter l'octroi de prêts aux jeunes start-ups ; et permettre aux jeunes entrepreneurs africains de découvrir des possibilités pertinentes de commerce et d'investissement, ainsi que des plateformes leur permettant de commercialiser leurs idées et leurs produits à l'intérieur comme à l'extérieur de l'Afrique.

3. Crise climatique

- Nous demandons aux institutions de Bretton Woods de développer une plus grande collaboration, chacune dans le domaine où elle présente un avantage comparatif, tout en renforçant la consistance de l'information climatique avec les standards reconnus, afin d'aider nos pays à mieux gérer les risques liés à la transition climatique. Nous prions instamment le Groupe de la Banque Mondiale de donner la priorité à l'Afrique dans la mise en œuvre de son deuxième Plan d'Action sur le Changement Climatique. Nous prions également le FMI d'adosser efficacement la mise en œuvre de sa stratégie climatique au Fonds Fiduciaire pour la Résilience et la Durabilité (RST), et d'accompagner l'écologisation des économies africaines.

- Nous invitons le Groupe de la Banque Mondiale à accroître son pipeline de projets d'adaptation afin que l'Afrique –région du monde la moins polluante – ne se retrouve pas à payer un tribut disproportionné dû au changement climatique. Dans cet esprit, nous prions instamment le Groupe de la Banque Mondiale d'entreprendre une analyse du coût des « pertes et dommages » subis par ses pays membres africains du fait du changement climatique afin de poursuivre le dialogue engagé lors de la 26^e Conférence des Parties à Glasgow sur l'indemnisation des pays du Sud au titre des pertes liées au climat.
- Enfin, nous encourageons les institutions de Bretton Woods à redynamiser leurs plaidoyers et à continuer de fournir en temps utile des analyses sur l'insécurité alimentaire exacerbée à la fois par la pandémie de COVID-19, le changement climatique, et la guerre en Ukraine.

Remerciements

Nous remercions **SA MAJESTÉ, LE ROI MOHAMMED VI**, d'avoir accepté de placer la réunion 2022 du Caucus Africain sous son très haut et distingué patronage. Nous remercions également M. **Aziz AKHANNOUCH, Chef du Gouvernement du Royaume du Maroc**, pour son discours d'ouverture. Nous félicitons la Présidente du Caucus Africain 2022, Mme Nadia FETTAH ALAOUI, Gouverneure du Groupe de la Banque Mondiale, et Ministre de l'Économie et des Finances du Royaume du Maroc pour avoir conduit avec excellence la réunion 2022 du Caucus Africain. Nous félicitons également M. Abdellatif UFHRI, Gouverneur de la Banque centrale du Maroc (Bank Al Maghrib) pour sa contribution très appréciée. Nous félicitons tout aussi leurs équipes pour l'excellente coordination et le succès de ces assises. Nous resterons à jamais reconnaissants au peuple marocain pour son accueil chaleureux et son hospitalité.

Faite à Marrakech, Royaume du Maroc, le 6 juillet 2022

Pour les Gouverneurs africains du Fonds Monétaire International et du Groupe de la Banque
Mondiale

La présidente du Caucus Africain 2022
Madame **Nadia FETTAH ALAOUI**, Gouverneure du Groupe de la Banque Mondiale, et
Ministre de l'Économie et des Finances, Royaume du Maroc
